

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1951 No. 108

Overgelegd aan de Staten-Generaal door de Minister
van Buitenlandse Zaken

A. TITEL

*Internationaal Sanitair Verdrag tot wijziging van het Internationaal
Sanitair Verdrag van Parijs van 21 Juni 1926;
Washington, 15 December 1944.*

B. TEKST

CONVENTION SANITAIRE INTERNATIONALE 1944

**Portant Modification de la Convention Sanitaire Internationale
du 21 juin 1926**

Les Gouvernements signataires,

Considérant que l'Office international d'Hygiène publique, créé par l'Accord signé à Rome le 9 décembre 1907, ne peut, pour le moment, remplir effectivement toutes les tâches et fonctions qui lui ont été assignées par l'Annexe de cet Accord, par la Convention sanitaire internationale de 1926, par la Convention sanitaire internationale pour la Navigation aérienne de 1933 et par d'autres Conventions ou Accords ayant rapport à l'hygiène publique;

Ayant, conformément à la résolution No. 8 (2) adoptée lors de sa première session par le Conseil de l'Administration des Nations Unies de Secours et de Restauration (dénommée ci-après *UNRRA*), confié à l'*UNRRA* la tâche de résoudre ce problème temporaire en élaborant, à titre de mesures d'urgence, des accords et arrangements pour la notification des maladies épidémiques ainsi que pour l'uniformisation des mesures de quarantaine, sans porter atteinte au statut de l'Office international d'Hygiène publique qui, il est permis de l'espérer, pourra, à l'expiration de la présente Convention, reprendre les tâches et fonctions mentionnées ci-dessus; et ayant reçu les recommandations de l'*UNRRA* à ce sujet;

Ayant convenu que, à l'égard des Républiques américaines, le Bureau sanitaire panaméricain jouera, comme par le passé, le rôle d'organe général de coordination en matière sanitaire, notamment pour la réunion et la distribution générales d'informations sanitaires qui proviennent desdites Républiques ou leur sont destinées, ainsi qu'il est spécifié dans le Code sanitaire panaméricain et comme cela a été accepté jusqu'ici par l'Office international d'Hygiène publique;

Désirant aussi modifier, en ce qui les concerne, les dispositions de la Convention sanitaire internationale signée à Paris le 21 juin 1926— telle qu'elle a été modifiée par la Convention sanitaire signée à Paris en 1938 et pour autant que les dispositions de la Convention de 1938 restent en vigueur entre les Gouvernements intéressés (dénommée ci-après *la Convention de 1926*)— pour tenir compte des conditions actuelles qui nécessitent des mesures spéciales pour empêcher la propagation des maladies épidémiques ou autres maladies contagieuses, par terre ou par mer à travers les frontières;

Ont décidé de conclure une Convention à cette fin, sont convenus que, alors que le texte authentique de la Convention de 1926 est rédigé en langue française, la présente Convention sera rédigée en anglais et en français, les deux textes faisant également foi, et ont en conséquence désigné les plénipotentiaires soussignés qui, s'étant communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus que la Convention sanitaire internationale de 1926 sera modifiée ainsi qu'il suit

Article I

Toute référence à l'Office international d'Hygiène publique contenue dans la Convention de 1926 sera considérée comme une référence à l'UNRRA.

Article II

Au deuxième paragraphe des dispositions préliminaires (2) substituer ce qui suit:

Le mot *surveillance* signifie que les personnes ne sont pas isolées, qu'elles obtiennent tout de suite la libre pratique, mais que l'autorité sanitaire de la localité ou des localités où elles se rendent est prévenue de leur arrivée. Elles pourront être soumises au lieu d'arrivée à un examen médical, et l'on pourra leur poser les questions nécessaires à la constatation de leur état de santé. Dans tout territoire où la Partie Contractante compétente le juge nécessaire, la surveillance peut comprendre l'obligation de se présenter, lors de l'arrivée, et ensuite à intervalles fixes pendant la durée de la surveillance, devant l'Officier de santé de la ville, de la région ou de l'endroit où les intéressés se rendent.

Article III

Les définitions suivantes sont ajoutées aux *Dispositions préliminaires*:

(5) Les termes *typhus*, *typhus fébrile* et *typhus exanthématique*, dans la Convention de 1926 et dans la présente Convention, seront considérés comme ne se rapportant qu'au typhus épidémique transmis pas les poux.

(6) Les termes *Stegomyia*, *Stegomyia (Aedes aegypti)* et *Stegomyia calopus (Aedes aegypti)* seront considérés comme comprenant *Aedes aegypti* et tous autres moustiques susceptibles d'être des vecteurs de fièvre jaune.

Article IV

A l'Article 1, ajouter ce qui suit:

Chaque Partie Contractante doit, en plus des maladies visées spécifiquement dans le présent Article, savoir: la peste, le choléra, la fièvre jaune, le typhus et la variole, aviser l'UNRRA de l'apparition de toutes autres maladies contagieuses qui, de l'avis de cette Partie ou de l'avis de l'UNRRA, constitue une menace pour d'autres pays, par leur propagation ou la possibilité de leur propagation à travers les frontières. Elle doit tenir l'UNRRA au courant du développement de la maladie et des mesures prises pour en empêcher l'extension. Les dispositions de la Convention de 1926, telles qu'elles ont été modifiées ou complétées par la présente Convention, s'appliquent aux susdites autres maladies contagieuses, à moins qu'elles ne soient nettement inapplicables.

Article V

Dans l'Article 3, paragraphe 2, le mot „Paris” est supprimé et les mots „Londres ou Washington” y sont substitués.

A l'Article 3 ajouter ce qui suit:

Afin de faciliter le prompt et scrupuleux accomplissement des dispositions précédentes, les Parties Contractantes accorderont priorité à toutes communications susceptibles de permettre à l'UNRRA de juger rapidement la situation résultant de l'apparition d'une de ces maladies et d'informer les gouvernements afin qu'ils puissent prendre les mesures nécessaires pour combattre la propagation de la maladie à travers leurs frontières.

Article VI

Après l'Article 5, insérer ce qui suit:

Article 5A. En outre, tout en appliquant le système de notification et d'information prescrit dans la Partie I, Chapitre I, de la Convention de 1926, qui reste pleinement en vigueur, les Parties à la présente Convention devront transmettre sans délai à l'UNRRA les notifications et autres renseignements prévus dans la Partie I de la Convention de 1926.

Article 5B. (1) Outre la notification formelle exigée ci-dessus, les Parties Contractantes devront, autant que possible, adresser périodiquement à l'Organisation d'Hygiène de l'UNRRA des notifications concernant les maladies contagieuses qui ont fait l'objet de déclarations dans leurs pays.

(2) Les Parties Contractantes devront faire avec l'UNRRA les arrangements nécessaires pour tenir tous les gouvernements intéressés rapidement informés de l'apparition dans leur pays respectif d'une maladie qui, de l'avis de l'UNRRA, constitue un danger pour d'autres pays, ainsi que des mesures en cours d'exécution pour en empêcher l'extension à travers les frontières.

Article VII

A l'Article 13, ajouter ce qui suit:

Dans tout pays où l'on a constaté l'existence d'une maladie contagieuse dont la notification est obligatoire en vertu d'une convention sanitaire internationale ou d'une convention internationale de quarantaine actuellement en vigueur, l'autorité sanitaire de ce pays peut interdire l'embarquement à bord d'un navire, pour un voyage international, de personnes atteintes de cette maladie, ainsi que de personnes qui ont eu avec des malades des relations les rendant susceptibles de transmettre la maladie, à moins que l'Officier de santé du port d'embarquement ne se soit assuré que des mesures peuvent être prises à bord pour empêcher la propagation de la maladie aux autres personnes embarquées. L'Officier de santé du port d'embarquement, ou tout autre agent habilité par l'autorité sanitaire, s'il a des motifs de soupçonner que les vêtements, literie ou autres effets personnels appartenant aux passagers ou destinés à leur usage sont infectés, pourra les examiner et exiger que les dits vêtements, literie ou autres effets personnels soient désinfectés avant d'être mis à bord.

Les mesures énumérées au présent Article devront être prises aussi longtemps que possible avant la date du départ du navire, afin de ne pas le retarder indûment.

Rien dans le présent Article ne porte atteinte au pouvoir que possède le Capitaine du navire de refuser l'embarquement à des malades.

Article VIII

Dans l'Article 15, entre les 3ème et 4ème paragraphes, insérer ce qui suit:

Lorsqu'à une escale ou à l'arrivée d'un navire dans un port, il existe à bord un cas de maladie infectieuse dûment constaté par l'Officier de santé dudit port, autre qu'un cas de peste, de choléra, de fièvre jaune, de typhus ou de variole, on appliquera les mesures habituelles en vigueur dans le pays où se trouve ledit port, sous réserve des dispositions de l'Article 54 de la Convention de 1926.

En appliquant les mesures destinées à éviter la propagation des maladies contagieuses à travers les frontières, et particulièrement en ce qui concerne le mouvement des „populations déplacées” par transport maritime international, les Parties Contractantes ne devront en aucun point du voyage retarder le navire au delà du temps requis pour l'examen médical de l'équipage et des passagers, pour le débar-

quement (si celui-ci est jugé nécessaire) de personnes atteintes de maladies contagieuses, de leur literie et de leurs effets personnels, et pour la désinfection des locaux qu'elles occupaient. Le navire ne servira pas à l'isolement des malades ou des personnes qui ont été en contact avec eux, à moins qu'un tel isolement ne puisse être effectué sans retarder le navire ou gêner indûment ses mouvements.

Article IX

La note à l'Article 25 sera remplacée par ce qui suit:

Dans tous les cas où la présente Convention prescrit une surveillance, celle-ci ne pourra être remplacée par l'observation, excepté

(a) dans les circonstances où la surveillance ne pourrait être exercée avec le soin nécessaire;

(b) si le risque d'introduire une maladie infectieuse dans le pays est considéré comme exceptionnellement sérieux;

(c) si la personne qui doit faire l'objet de la surveillance ne peut fournir les garanties sanitaires suffisantes.

Les personnes en observation ou sous surveillance se soumettront à tout examen que l'autorité sanitaire compétente pourrait juger nécessaire.

Article X

Dans les Articles 35 (a), 36 (4) et 47, aux mots „200 mètres” substituer les mots „400 mètres”.

Article XI

A l'Article 40, ajouter ce qui suit:

En vue de l'élimination du *Stegomyia (Aedes aegypti)*, étape importante dans la lutte contre la fièvre jaune, les Parties Contractantes devront s'efforcer, à la lumière de leurs connaissances et de leur expérience en matière de lutte contre le vecteur de la fièvre jaune, de rendre et maintenir libres de *Stegomyia (Aedes aegypti)*

(a) les ports et leurs environs situés dans les zones d'endémicité;

(b) les ports situés hors des zones d'endémicité mais dans lesquels la maladie risque d'être introduite. Les Parties Contractantes devront s'efforcer également de faire vacciner contre la fièvre jaune le personnel de manoeuvre et de manutention employé dans les ports des zones d'endémicité et dans les ports particulièrement exposés au risque de contagion.

Les Parties Contractantes conviennent que toutes personnes vaccinées en exécution des dispositions du paragraphe précédent du présent Article seront munies d'un certificat de vaccination signé par l'agent ayant effectué la vaccination et devront en être porteurs. Ce certificat doit être conforme à la formule internationale de certificat de vaccination contre la fièvre jaune annexée ci-après.

Les personnes en possession d'un certificat valable de vaccination contre la fièvre jaune n' seront pas soumises aux restrictions de quarantaine instituées pour combattre la fièvre jaune.

A défaut d'un certificat valable de vaccination contre la fièvre jaune, on acceptera un certificat attestant que le porteur est remis d'un accès de fièvre jaune et que son sang contient des anti-corps contre la fièvre jaune, la preuve en ayant été faite par l'emploi d'un test appliqué par un institut exécutant habituellement des tests biologiques de fièvre jaune et agréé à cet effet par le gouvernement du pays intéressé.

Article XII

A l'Article 41 (4) et (5) on fera précéder le mot „désinsectiser” des mots „désinfecter et”.

A l'Article 41, ajouter ce qui suit:

Les Parties Contractantes s'efforceront d'obtenir que les navires faisant escale dans les régions contaminées par le typhus soient munis d'une quantité suffisante d'un insecticide efficace pour la protection personnelle de l'équipage et des passagers; elles examineront favorablement la possibilité de faire vacciner contre le typhus toutes les personnes se trouvant à bord qui seraient exposées au danger de contamination.

Article XIII

A l'Article 42 (3) substituer ce qui suit:

(3) Toute personne que l'on suspecte, à juste raison, d'avoir été exposée à l'infection à bord et qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, n'est pas suffisamment protégée par une vaccination récente ou par une attaque antérieure de variole, peut être soumise soit à la vaccination, ou à l'observation, ou à la surveillance, soit à la vaccination, suivie d'observation ou de surveillance, la durée de l'observation ou de la surveillance étant fixée suivant les circonstances, mais ne devant en aucun cas dépasser quatorze jours à dater de l'arrivée du navire.

A l'Article 42, ajouter comme avant-dernier paragraphe:

Pour l'application du présent Article, l'expression „vaccination récente” sera considérée comme signifiant que preuve a été fournie d'une vaccination faite avec succès au moins quatorze jours et pas plus de trois ans auparavant; ou que preuve a été fournie que le porteur présente une réaction d'immunité.

A l'Article 42 ajouter ce qui suit:

On pourra procéder à la vaccination de ces personnes.

Article XIV

A l'Article 43, paragraphe 1, après le mot „équipage” ajouter les mots „et des passagers”.

Article XV

A l'article 49 substituer ce qui suit:

Les Parties Contractantes sont d'accord pour abolir les patentes de santé et les visas consulaires aussitôt que le cours des hostilités permettra d'établir des communications épidémiologiques effectives. Le Capitaine de tout navire employé à la navigation internationale devra, à l'approche du premier port d'un territoire, vérifier l'état de santé de toutes les personnes à bord et devra préparer et signer une „déclaration de santé” qui sera contresignée par le médecin du bord (s'il y en a un); cette déclaration sera remise à l'autorité appropriée.

Article XVI

A l'Article 57 ajouter ce qui suit:

Les Parties Contractantes adopteront, autant que possible, le modèle international de déclaration de santé ainsi que chacun des modèles internationaux de certificats de vaccination contre le choléra, le typhus et la variole figurant dans les Annexes ci-jointes.¹⁾

Aux fins de la présente Convention, la période d'incubation est estimée à six jours pour la peste, à cinq jours pour le choléra, à six jours pour la fièvre jaune, à douze jours pour le typhus et à quatorze jours pour la variole.

Article XVII

A l'Article 58 substituer ce qui suit:

L'observation peut, si elle est jugée nécessaire, être mise en vigueur aux frontières terrestres. Les intéressés pourront être dirigés sur les localités désignées pour le trafic frontalier, et des stations sanitaires équipées conformément aux termes de l'Article 22 de la Convention de 1926 seront établies en ces localités. La liste de ces localités et stations, de même que les mesures prises, seront notifiées immédiatement aux pays intéressés et à l'UNRRA. Les individus qui ont été en contact avec une personne souffrant d'une des maladies mentionnées à l'Article 1 de la Convention de 1926, ainsi que leur literie et leurs effets, pourront être soumis aux mesures sanitaires appropriées. Dans le cas de personnes souffrant d'une maladie contagieuse non mentionnée à l'Article 1, mesures en vigueur dans le pays d'arrivée seront appliquées.

Article XVIII

A l'Article 63 substituer ce qui suit:

Les wagons-poste, les wagons de bagages et les trains de marchandises ne seront pas retenus à la frontière plus longtemps que ne l'exige l'application des mesures sanitaires nécessaires pour empêcher l'introduction de maladies contagieuses dans le pays intéressé.

¹⁾ Pour ce qui est de la fièvre jaune, voir l'Article XI.

Article XIX

A l'Article 65 ajouter ce qui suit:

En élaborant des règlements en vertu du présent Article, les Parties Contractantes consulteront l'UNRRA et lui feront part desdits règlements et de leur date d'entrée en vigueur.

Article XX

A l'Article 66 ajouter ce qui suit:

Pour l'application des Articles 58 à 66 inclusivement de la Convention de 1926, telle qu'elle a été modifiée par la présente Convention, à toute personne se trouvant dans la catégorie des „personnes éloignées de leur résidence habituelle”, les Parties Contractantes auront le droit d'effectuer telles modifications qui pourraient être requises par un arrangement international spécial faisant partie d'un plan organisé par les gouvernements et par l'UNRRA à l'égard de ces personnes.

En outre, les Parties Contractantes sont convenues de ce qui suit:

Article XXI

La présente Convention entrera en vigueur aussitôt qu'elle aura été acceptée, par voie de signature ou d'adhésion, par dix gouvernements au moins.

Article XXII

La présente Convention complètera la Convention de 1926 et sera considérée comme formant un tout avec elle. Ladite Convention, telle qu'elle est modifiée par la présente Convention, demeure pleinement en vigueur entre les Parties Contractantes. Lorsqu'une disposition de la Convention de 1926 contient une référence à une autre disposition, cette référence sera considérée comme étant une référence à la disposition en question, telle qu'elle résulte de toutes modifications qui y sont apportées par la présente Convention.

Article XXIII

A partir du 15 janvier 1945, la présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tout gouvernement qui n'en est pas signataire. Les adhésions seront notifiées par écrit au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

Les adhésions notifiées après l'entrée en vigueur de la présente Convention deviendront effectives à l'égard de chaque gouvernement lors de la notification de son adhésion.

Article XXIV

Toute Partie Contractante peut, en signant la Convention ou en y adhérant, déclarer qu'elle ne s'applique pas à tout ou partie de ses

colonies, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa protection, suzeraineté ou autorité, ou territoires pour lesquels elle exerce un mandat. La présente Convention pourra à tout moment ultérieur être rendue applicable à l'un quelconque de ces territoires par une notification écrite adressée au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique; la Convention s'appliquera à ce territoire à partir de la réception de la notification par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

Article XXV

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique informera par écrit les gouvernements parties à la Convention de 1926, ainsi que les gouvernements parties à la présente Convention, de toutes signatures et adhésions à la présente Convention, ainsi que de toutes notifications concernant les territoires auxquels la présente Convention est rendue applicable.

Article XXVI

La présente Convention demeurera en vigueur pour chaque Partie Contractante jusqu'à ce que

(1) cette Partie se trouve liée par une convention ultérieure modifiant ou remplaçant la Convention de 1926, ou que

(2) une période de 18 mois se soit écoulée à dater du jour où la présente Convention entrera en vigueur, selon que l'une ou l'autre circonstance se produira la première.

Article XXVII

Le texte original de la présente Convention sera déposé aux archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et sera ouvert à la signature, le 15 décembre 1944, à Washington, où il demeurera ouvert à la signature jusqu'au 15 janvier 1945. Des copies certifiées conformes en seront fournies par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique à chacun des gouvernements par lesquels cette Convention aura été acceptée, par voie de signature ou d'adhésion, ainsi qu'à chacun des gouvernements parties à la Convention de 1926.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ayant déposé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont signé les textes anglais et français de la présente Convention, les deux versions faisant également foi, au nom de leurs gouvernements respectifs, aux dates figurant en regard de leurs signatures.

For the French Republic:

ANDRÉ MAYER

January 5, 1945

For Poland:

JAN CIECHANOWSKI

January 5, 1945

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

At the time of signing the present Convention I declare that my signature does not cover any of the territories referred to in Article Twenty-Four of the International Sanitary Convention, 1944.

HALIFAX

January 5, 1945

For the United States of America:

Subject to ratification.

E. R. STETTINIUS, Jr.

January 5, 1945

For China:

J. HENG LIU

January 11, 1945

For the Union of South Africa:

S. F. N. GIE

January 13, 1945

For Egypt:

With the following reservations:

1. That this signature does not affect in any way the relations of the Egyptian Government with the International Office of Public Health, Paris, or its obligations toward the Regional Office at Alexandria;
2. That this convention is subject to ratification by the Egyptian Parliament.

M. HASSAN

January 15, 1945

For Czechoslovakia:

Subject to ratification.

V. S. HURBAN

January 15, 1945

For Canada:

Subject to ratification.

L. B. PEARSON

January 15, 1945

For Cuba:

Esta Convención, previa la aprobación del Senado de la República, será ratificada por el Ejecutivo.

GMO. BELT

January 15, 1945

For the Dominican Republic:

Con la reserva de que la República Dominicana no podrá ratificar esta Convención sin adherirse, al mismo tiempo, a las Convenciones de París y de La Haya, y que por virtud de disposiciones constitucionales de la República, estos procesos estarán subordinados a la previa sanción del Congreso Nacional.

EMILIO G. GODOY January 15, 1945

For Nicaragua:

GUILLERMO SEVILLA SACASA January 15, 1945

For Peru:

With the following reservations:

1. That this Convention is signed *ad referendum*;
2. That if the execution of the said Convention would not conform with the regulations contained in the Pan American Sanitary Code of Havana, Perú will give preference to the latter.

P. G. BELTRAN January 15, 1945

For Luxembourg:

HUGUES LE GALLAIS January 15, 1945

For Ecuador:

S. E. DURAN BALLEEN January 15, 1945

For Greece:

C. P. DIAMANTOPOULOS January 15, 1945

For Honduras:

JULIÁN R. CÁCERES January 15, 1945

For Haiti:

J. THÉBAUD January 15, 1945

Liste des modèles annexés

1. Déclaration Maritime de Santé.
2. Certificat International de Vaccination Contre le Choléra.
3. Certificat International de Vaccination Contre la Fièvre Jaune.
4. Certificat International d'Immunité Contre la Fièvre Jaune.
5. Certificat International de Vaccination Contre le Typhus.
6. Certificat International de Vaccination Contre la Variole.

Convention Sanitaire Internationale, 1944
DÉCLARATION MARITIME DE SANTÉ
 (Modèle International)

(A présenter par les capitaines des navires en provenance de
 ports situés en dehors du territoire)

Port de Date

Nom du navire Venant de Allant à

Nationalité Nom du Capitaine

Tonnage net

Dératisation ou } Certificat En date du
 Exemption de }
 dératisation } Délivré à

Nombre de } Cabine Nombre de membres de l'équipage
 passagers } Pont

Liste des escales depuis le début du voyage avec dates des départs :

QUESTIONNAIRE DE SANTÉ

Répondre
par oui
ou non

1. Y a-t-il eu à bord, en cours de voyage¹⁾, un cas (ou une présomption) de peste, de choléra, de fièvre jaune, de typhus ou de variole? Donner détails dans le tableau annexé.

2. Y a-t-il eu des cas (ou une présomption) de peste parmi les rats ou les souris, à bord¹⁾, en cours de voyage, ou bien la mortalité parmi eux a-t-elle été exceptionnelle?

3. Y a-t-il eu un décès à bord, en cours de voyage¹⁾, autrement que par accident? Donner les détails dans le tableau annexé.

4. Y a-t-il à bord, ou y a-t-il eu, en cours de voyage¹⁾, des cas de maladie que vous soupçonnez être de nature infectieuse? Donner les détails dans le tableau annexé.

5. Y a-t-il présentement des malades à bord? Donner les détails dans le tableau annexé.

Remarque: En l'absence d'un médecin, le capitaine doit considérer les symptômes suivants comme devant faire soupçonner l'existence d'une maladie infectieuse: fièvre accompagnée de prostration ou persistant plusieurs jours, ou avec gonflement des glandes; toute irritation de la peau ou éruption aiguës, avec ou sans fièvre; toute diarrhée grave avec symptômes d'affaiblissement caractérisé; jaunisse accompagnée de fièvre.

6. Avez-vous connaissance de toute autre circonstance qui, à bord, pourrait favoriser le développement d'une infection ou la propagation d'une maladie infectieuse?

Je déclare que les renseignements et réponses donnés dans la présente déclaration de santé (y compris le tableau annexé) sont, autant que je sache et suis fondé à croire, exacts et conformes à la vérité.

Signé

Contresigné

Médecin du bord

Date

¹⁾ S'il s'est écoulé plus de 6 semaines depuis le début du voyage, il suffira de donner des renseignements pour les 6 dernières semaines.

TABLEAU ANNEXE A LA DECLARATION
 Détails de chaque cas de maladie ou de décès survenus à bord

Nom	Classe ou fonction à bord	Age	Sexe	Nationalité	Port d'embarquement	Date d'embarquement	Nature de la maladie	Date du début de la maladie	Résultats de la maladie ¹⁾	Suite donnée ²⁾

¹⁾ Indiquer si le malade est guéri, s'il est encore malade ou s'il est décédé.

²⁾ Indiquer si le malade est encore à bord, s'il a été débarqué (donner le nom du port), ou si son corps a été immergé.

Convention Sanitaire Internationale, 1944

**CERTIFICAT INTERNATIONAL DE VACCINATION
CONTRE LE CHOLERA**

LE PRESENT DOCUMENT CERTIFIE QUE
(Âge Sexe) dont la signature apparaît ci-dessous a été vacciné(e) contre le choléra aux dates indiquées.

Date	Produit		Fonctionnaire pratiquant la vaccination	
	Origine	No. du lot et type	Signature	Titre officiel
.....
.....

(Signature de la personne vaccinée)

(Domicile)

(Date)

Timbre officiel du fonctionnaire pratiquant la vaccination

(Ce certificat n'est valable que pour
6 mois à compter de la date de délivrance.)

Convention Sanitaire Internationale, 1944

**CERTIFICAT INTERNATIONAL DE VACCINATION
CONTRE LA FIEVRE JAUNE**

LE PRESENT DOCUMENT CERTIFIE QUE
(Âge Sexe) dont la signature apparaît ci-dessous a été vacciné(e) aujourd'hui par moi contre la fièvre jaune.

Origine du vaccin et numéro du lot

Signature du fonctionnaire pratiquant la vaccination

Fonction officielle

Lieu Date

(Signature de la personne vaccinée)

(Domicile)

Timbre officiel du fonctionnaire pratiquant la vaccination

Note:

Ce certificat n'est valable que :

- (a) si le vaccin et la méthode employée ont été approuvés par l'UNRRA;
- (b) après l'expiration des 10 jours suivant la date de la vaccination, excepté dans le cas de personnes revaccinées dans un délai de 4 ans;
- (c) pendant 4 ans à partir de la date de la dernière vaccination.

Convention Sanitaire Internationale, 1944
CERTIFICAT INTERNATIONAL D'IMMUNITÉ
CONTRE LA FIEVRE JAUNE

CE DOCUMENT CERTIFIE QUE
 (Âge Sexe) soussigné est immunisé contre la fièvre
 jaune en raison d'avoir déjà eu cette maladie. Cette immunité a été démontrée
 par le test de protection, sur la souris.
 Date de la saignée Lieu de la saignée
 Nom du laboratoire qui s'est chargé du test
 Lieu où se trouve le laboratoire
 Date du test
 Résultat du test
 Signature du Directeur du Laboratoire

Timbre officiel
du Laboratoire

.....
 (Signature de la personne soumise au test)

.....
 (Domicile)

Note:

Ce certificat n'est pas valable :

- (a) si le laboratoire qui a procédé au test de protection et la méthode
 employée n'ont pas été approuvés par UNRRA;
 (b) si plus de dix ans se sont écoulés depuis la date d'exécution du test.

Convention Sanitaire Internationale, 1944
CERTIFICAT INTERNATIONAL DE VACCINATION
CONTRE LE TYPHUS

LE PRÉSENT DOCUMENT CERTIFIE QUE
 (Âge Sexe) dont la signature apparaît ci dessous
 a été vacciné(e) contre le typhus aux dates indiquées.

Date	Produit		Fonctionnaire pratiquant la vaccination	
	Origine	No. du lot et type	Signature	Titre officiel
.....
.....

.....
 (Signature de la personne vaccinée)

.....
 (Domicile)

.....
 (Date)

Timbre officiel du fonction-
naire pratiquant la
vaccination

(Ce certificat n'est valable que pour un an à partir
de la date de délivrance.)

**CERTIFICAT INTERNATIONAL DE VACCINATION
CONTRE LA VARIOLE**

LE PRÉSENT DOCUMENT CERTIFIE QUE

(Âge Sexe) dont la signature apparaît ci dessous
a été vacciné(e) aujourd'hui par moi contre la variole.

Origine du vaccin et numéro du lot

Timbre officiel

Signature de la personne
pratiquant la vaccination

Fonction officielle

Lieu Date

Signature de la personne vaccinée

Domicile

Observation importante. Dans le cas d'une première vaccination, la personne vaccinée doit être invitée à se présenter à un médecin entre le 8ème et le 14ème jour, afin que le résultat de cette vaccination puisse être porté sur le certificat. Dans le cas d'une revaccination, la personne vaccinée doit se présenter dans les 48 heures pour un premier examen, afin que toute réaction d'immunité qui se serait produite puisse être constatée.

LE PRÉSENT DOCUMENT CERTIFIE QUE la vaccination mentionnée ci-dessus a été contrôlée par moi à la date ou aux dates suivantes, et avec les résultats suivants :

Date du contrôle	Résultat
.....
.....
.....

Timbre officiel

Signature du médecin

Fonction officielle

Lieu Date

Employer les termes suivants pour indiquer les résultats : „Réaction d'immunité”, „Réaction accélérée (vaccinoïde)”, „Réaction primaire typique de vaccination”.
Un certificat portant „Sans réaction” ne sera pas valable.

Signature de la personne vaccinée

(Ce certificat n'est valable que pour trois ans à compter
de la date de délivrance.)

C. VERTALING**INTERNATIONAAL SANITAIR VERDRAG 1944
tot wijziging van het Internationaal Sanitair Verdrag
van 21 Juni 1926**

De Verdragsluitende Regeringen,

Overwegende, dat het Internationaal Gezondheidsbureau, opgericht bij het Verdrag, ondertekend te Rome op 9 December 1907, op het ogenblik niet in staat is op effectieve wijze al de taken en functies te vervullen welke hem zijn toegewezen door de Bijlage van dat Verdrag, door het Internationaal Sanitair Verdrag van 1926, door het Internationaal Sanitair Verdrag voor de Luchtvaart van 1933 en door andere Verdragen of Overeenkomsten, betrekking hebbende op de volksgezondheid;

Hebbende de taak om dit tijdelijk probleem op te lossen door de voorbereiding van overeenkomsten en regelingen, bij wijze van noodmaatregelen, nopens de bekendmaking van epidemische ziekten, zomede nopens de eenvormigheid inzake quarantaine-voorschriften, opgedragen aan de Administratie van de Verenigde Naties inzake Hulp en Rehabilitatie (hierna te noemen UNRRA), in overeenstemming met de resolutie no. 8 (2), door de Raad van de UNRRA aangenomen in zijn eerste zitting, evenwel met inachtneming van het Statuut van het Internationaal Gezondheidsbureau, dat, naar gehoopt mag worden, na beëindiging van dit Verdrag de bovengenoemde taken en functies weer zal kunnen ter hand nemen; zulks na ontvangst van de aanbevelingen van de UNRRA dienaangaande;

Overeengekomen zijnde, dat, ten aanzien van de Amerikaanse Republieken het Panamerikaans Gezondheidsbureau, evenals in het verleden, zal optreden als algemeen coördinerend lichaam op het gebied van de volksgezondheid, met name voor het verzamelen en verspreiden van gegevens, afkomstig uit deze Republieken of voor haar bestemd, zoals aangegeven in de Panamerikaanse Sanitaire Code en zoals dit tot op heden door het Internationaal Gezondheidsbureau is erkend;

Wensende, voor wat haar zelf betreft, ook de voorzieningen te wijzigen van het Internationaal Sanitair Verdrag, ondertekend te Parijs op 21 Juni 1926 — zoals dit is gewijzigd door het Sanitair Verdrag, ondertekend te Parijs in 1938 en voorzover de voorzieningen van het Verdrag van 1938 van kracht zijn tussen de betrokken Regeringen (hierna te noemen het Verdrag van 1926) — teneinde deze aan te passen aan de huidige omstandigheden, die speciale maatregelen vereisen om de verbreiding van epidemische of andere besmettelijke ziekten over de grenzen, hetzij over land, hetzij over zee, te verhinderen;

Hebben besloten, een Verdrag tot dit doel te sluiten; zijn overeengekomen, dat, terwijl de oorspronkelijke tekst van het Verdrag

van 1926 in de Franse taal is gesteld, het onderhavige Verdrag zal worden gesteld in het Engels en in het Frans, beide teksten gelijkelijk authentiek, en hebben in overeenstemming hiermede de onderstaande gevolmachtigden aangewezen, die, na hun in goede en behoorlijke vorm bevonden volmachten te hebben overgelegd, zijn overeengekomen, dat het Internationaal Sanitair Verdrag van 1926 als volgt zal worden gewijzigd:

Artikel I

Iedere verwijzing naar het Internationaal Gezondheidsbureau, voorkomend in het Verdrag van 1926, wordt beschouwd als een verwijzing naar de UNRRA.

Artikel II

Het tweede lid van de Inleidende Bepalingen (2) wordt vervangen door het volgende:

Het woord *toezicht* betekent, dat de personen niet worden afgezonderd, dat zij terstond tot bewegingsvrijheid worden toegelaten, maar dat de gezondheidsautoriteit in de plaats of in de plaatsen waarheen zij zich begeven, van hun komst op de hoogte wordt gesteld. Zij kunnen in de plaats van aankomst aan een geneeskundig onderzoek worden onderworpen en men kan hun de vragen stellen, nodig tot vaststelling van hun gezondheidstoestand. In ieder gebied waar de daartoe bevoegde Verdragsluitende Partij het nodig oordeelt, kan het toezicht de verplichting omvatten om zich bij aankomst, en vervolgens bij vaste tussenpozen gedurende het toezicht, te melden bij de geneeskundig ambtenaar van de stad, van de streek of van de plaats waarheen betrokkenen zich begeven.

Artikel III

De volgende definities worden aan de Inleidende Bepalingen toegevoegd:

5. de termen *typhus febrilis* en *typhus exanthematicus* in het Verdrag van 1926 en in dit Verdrag worden beschouwd als slechts betrekking hebbend op epidemische typhus, overgebracht door luizen.

6. de termen *Stegomyia*, *Stegomyia (Aedes aegypti)* en *Stegomyia calopus (Aedes aegypti)* worden beschouwd als omvattende *Aedes aegypti* en alle andere muskieten die in staat zijn om gele koorts over te brengen.

Artikel IV

Aan artikel 1 wordt het volgende toegevoegd:

Iedere Verdragsluitende Partij moet, behalve van de in dit artikel vermelde ziekten, te weten: pest, cholera, gele koorts, typhus en pokken, kennis geven aan de UNRRA van het optreden van alle andere besmettelijke ziekten die, naar het oordeel van die Partij of dat van de UNRRA, een gevaar opleveren voor andere landen door hun verspreiding of door de mogelijkheid van hun verspreiding over de grenzen.

Zij moet de UNRRA op de hoogte houden van de ontwikkeling van de ziekte en van de maatregelen die genomen zijn om uitbreiding te voorkomen. De bepalingen van het Verdrag van 1926, zoals deze zijn gewijzigd of aangevuld door dit Verdrag, hebben evenzeer betrekking op genoemde besmettelijke ziekten, tenzij deze onmogelijk kunnen worden toegepast.

Artikel V

In artikel 3, lid 2, wordt het woord „Parijs” geschrapt en vervangen door de woorden „Londen of Washington”.

Aan artikel 3 wordt het volgende toegevoegd:

Teneinde een prompte en nauwgezette uitvoering van de voorgaande bepalingen te vergemakkelijken, verlenen de Verdragsluitende Partijen voorrang aan alle mededelingen die de UNRRA in staat kunnen stellen, snel de toestand te beoordelen die is opgetreden tengevolge van het uitbreken van een dier ziekten en de Regeringen in te lichten, zodat deze de nodige maatregelen kunnen nemen om de verspreiding van de ziekte over hun grenzen tegen te gaan.

Artikel VI

Na artikel 5 wordt het volgende ingevoegd:

Artikel 5 A. Onverminderd het systeem van kennisgeving en inlichtingen, voorgeschreven in Titel I, Hoofdstuk I van het Verdrag van 1926, dat ten volle van kracht blijft, moeten de Partijen bij dit Verdrag daarenboven onverwijld aan de UNRRA de kennisgevingen en andere inlichtingen, zoals deze zijn voorgeschreven in Titel I van het Verdrag van 1926, doen toekomen.

Artikel 5 B. 1. Behoudens de formele kennisgeving, hiervoor vereist, moeten de Verdragsluitende Partijen, voorzoveel mogelijk, periodiek aan de Organisatie voor de Openbare Gezondheid van de UNRRA kennis geven van besmettelijke ziekten waaromtrent in de betrokken landen officiële verklaringen zijn gedaan.

2. De Verdragsluitende Partijen dienen met de UNRRA de nodige regelingen te treffen om de betrokken Regeringen snel in kennis te stellen van het uitbreken in hun onderscheidene landen van een ziekte die, naar het oordeel van de UNRRA, een gevaar oplevert voor andere landen, zomede van de maatregelen die in uitvoering zijn om de uitbreiding ervan over de grenzen te voorkomen.

Artikel VII

Aan artikel 13 wordt het volgende toegevoegd:

In ieder land waar men het bestaan heeft vastgesteld van een besmettelijke ziekte waarvan, krachtens een Internationaal Sanitair Verdrag of krachtens een Internationaal Quarantaine-Verdrag dat thans van kracht is, kennis moet worden gegeven, kunnen de gezond-

heidsautoriteiten van dat land de inscheping aan boord van een schip voor het maken van een reis naar het buitenland verbieden aan personen die door deze ziekte zijn aangetast, zomede aan personen die met door deze ziekte aangetaste personen in aanraking zijn geweest en die dientengevolge de ziekte zouden kunnen overbrengen, tenzij de geneeskundig ambtenaar van de inschepingshaven zich ervan heeft vergewist, dat aan boord de nodige maatregelen kunnen worden getroffen om verspreiding van de ziekte onder de andere zich aan boord bevindende personen te voorkomen. De geneeskundig ambtenaar van de inschepingshaven, of iedere andere daartoe door de gezondheidsautoriteiten bevoegd verklaarde ambtenaar, kan, indien hij redenen heeft om te vermoeden, dat de klederen, het beddegoed of andere persoonlijke bezittingen welke toebehoren aan de passagiers of welke zijn bestemd voor hun gebruik, zijn besmet, deze doen onderzoeken en eisen, dat bedoelde klederen, dit beddegoed of andere persoonlijke bezittingen ontsmet worden, alvorens deze aan boord worden gebracht.

De in dit artikel genoemde maatregelen moeten zo lang mogelijk voor de vertrekkdatum van het schip worden genomen, teneinde het vertrek niet onnodig te vertragen.

Geen enkele bepaling in dit artikel doet afbreuk aan de bevoegdheid van de Kapitein van het schip om de inscheping van zieken te weigeren.

Artikel VIII

In artikel 15 wordt tussen lid 3 en lid 4 het volgende ingevoegd:

Indien bij het aanleggen of bij de aankomst van een schip in een haven aan boord een geval van besmettelijke ziekte voorkomt, vastgesteld door de geneeskundig ambtenaar van de betreffende haven, worden, tenzij het een geval is van pest, cholera, gele koorts, typhus of pokken, de in het land waarin de haven zich bevindt gebruikelijke maatregelen toegepast, behoudens de bepalingen van artikel 54 van het Verdrag van 1926.

Bij de toepassing van de contrôle-maatregelen ter voorkoming der verspreiding van besmettelijke ziekten over de grenzen en in het bijzonder wat betreft het internationale vervoer van „verplaatste personen” overzee, mogen de Verdragsluitende Partijen nergens gedurende de reis het schip langer ophouden dan noodzakelijk is voor het geneeskundig onderzoek van de bemanning en van de passagiers, voor de ontscheping (indien deze noodzakelijk wordt geacht) van door besmettelijke ziekten aangetaste personen, van hun beddegoed en persoonlijke bezittingen en voor de ontsmetting van de ruimten die zij hebben gebruikt. Het schip mag niet dienen tot afzondering van de zieken of van de personen die met hen in aanraking zijn geweest, tenzij zodanige afzondering kan worden bewerkstelligd zonder het schip op te houden of onnodig te hinderen in zijn bewegingen.

Artikel IX

De voetnoot bij artikel 25 wordt vervangen door de volgende:

In alle gevallen waarvoor dit Verdrag een toezicht voorschrijft, kan dit toezicht niet door waarneming worden vervangen behalve:

a. in omstandigheden waarin het toezicht niet met de nodige zorg zou kunnen worden uitgeoefend;

b. indien het gevaar van het binnenbrengen van een besmettelijke ziekte in het land als buitengewoon ernstig beschouwd wordt;

c. indien de persoon die aan toezicht moet worden onderworpen niet de nodige garanties inzake zijn gezondheid kan verschaffen.

Personen die onder waarneming of toezicht staan, moeten zich aan elk onderzoek onderwerpen dat de bevoegde gezondheidsautoriteiten nodig zouden kunnen oordelen.

Artikel X

In de artikelen 35 (a), 36 (4) en 47, worden de woorden „200 meter” vervangen door de woorden „400 meter”.

Artikel XI

Aan artikel 40 wordt het volgende toegevoegd.

Ten behoeve van de verdelging van *Stegomyia* (*Aedes aegypti*), — belangrijke etappe in de strijd tegen de gele koorts — moeten de Verdragsluitende Partijen in het licht van haar kennis en ervaring op het gebied van de bestrijding van de overbrenger van gele koorts er naar streven vrij te maken en te houden van *Stegomyia* (*Aedes aegypti*):

a. de havens, gelegen in de besmette zones, en hun omgeving;

b. de havens, gelegen buiten de besmette zones, maar blootgesteld aan het gevaar van het binnendringen der ziekte.

Zij moeten eveneens er naar streven, het personeel, werkzaam in de havens van de besmette zones en in de havens welke in het bijzonder aan besmettingsgevaar zijn blootgesteld, tegen gele koorts te doen inenten.

De Verdragsluitende Partijen komen overeen, dat alle krachtens de bepalingen van het voorgaande lid ingeënte personen een certificaat van inenting ontvangen, ondertekend door degene die de inenting heeft verricht, welk certificaat zij bij zich moeten dragen. Dit certificaat moet in overeenstemming zijn met het internationaal model van het certificaat van inenting tegen gele koorts, volgens de hieraangehechte bijlage.

Personen die in het bezit zijn van een geldig certificaat van inenting tegen de gele koorts zullen niet worden onderworpen aan de quarantaine-maatregelen ter bestrijding van gele koorts.

In plaats van een geldig certificaat van inenting tegen gele koorts is ook een certificaat voldoende waarin wordt verklaard dat de bezitter ervan hersteld is van een aanval van gele koorts en dat zijn

bloed immuniserende bestanddelen bevat tegen gele koorts, alsmede, dat het bewijs hiervoor is geleverd door gebruikmaking van een bloedonderzoek, verricht door een instelling die regelmatig biologische onderzoeken doet voor de gele koorts en door de Regering van het betrokken land als zodanig is erkend.

Artikel XII

In artikel 41 (4) en (5) worden de woorden „verdelging van insecten” voorafgegaan door de woorden „ontsmetting en”.

Aan artikel 41 wordt het volgende toegevoegd.

De Verdragsluitende Partijen moeten er naar streven, dat schepen die door typhus besmette streken aandoen, worden voorzien van een voldoende hoeveelheid afdoend insectendodend middel, ter bescherming van de bemanning en de passagiers; zij zullen welwillend de mogelijkheid in overweging nemen om iedereen aan boord die aan besmettingsgevaar zou blootstaan, tegen typhus te doen inenten.

Artikel XIII

Artikel 42 (3) wordt gelezen als volgt:

3. Eenieder van wie men met reden vermoedt, dat hij aan boord aan besmetting heeft blootgestaan en die, naar het oordeel van de gezondheidsautoriteiten, niet voldoende tegen pokken is gevrijwaard door een kort geleden toegepaste inenting of door een vroegere aanval van pokken, kan worden onderworpen hetzij aan inenting, waarneming of toezicht, hetzij aan inenting, gevolgd door waarneming of toezicht; de duur van deze waarneming of van dit toezicht wordt bepaald naar de omstandigheden, maar mag in geen geval langer zijn dan veertien dagen, met ingang van de dag van aankomst van het schip.

Aan artikel 42 wordt als voorlaatste alinea toegevoegd:

Voor de toepassing van dit artikel wordt de uitdrukking „kort geleden toegepaste inenting” geacht te betekenen, dat het bewijs is geleverd van een met succes minstens veertien dagen en niet meer dan drie jaar tevoren toegepaste inenting; ofwel, dat het bewijs is geleverd van een reactie van immuniteit.

Aan artikel 42 wordt het volgende toegevoegd:

Men kan tot de inenting van deze personen overgaan.

Artikel XIV

In artikel 43, 1ste alinea, worden na het woord „bemanning” toegevoegd de woorden „en van de passagiers”.

Artikel XV

Artikel 49 wordt als volgt gelezen:

De Verdragsluitende Partijen zijn overeengekomen, de gezondheidspassen en de consulaire visa af te schaffen zodra het verloop der vijandelikheden het tot stand brengen van effectieve epidemiologische berichtgeving toelaat. De Kapitein van elk schip, gebruikt voor internationale zeescheepvaart, moet bij nadering van de eerste haven van een land de gezondheidstoestand van alle personen die zich aan boord bevinden, nagaan, alsook een gezondheidsverklaring opstellen en tekenen, welke verklaring mede-ondertekend dient te worden door de scheepsarts (indien het schip een scheepsarts heeft); deze verklaring wordt aan de daartoe bevoegde autoriteit overhandigd.

Artikel XVI

Aan artikel 57 wordt het volgende toegevoegd:

De Verdragsluitende Partijen nemen zoveel mogelijk het internationaal model van de gezondheidsverklaring over, zomede elk der internationale modellen van certificaten van inenting tegen cholera, typhus en pokken, volgens de hieraangehechte bijlagen.¹⁾

Ten aanzien van dit Verdrag wordt het incubatietijdperk voor de pest gesteld op zes dagen, voor de cholera op vijf dagen, voor de gele koorts op zes dagen, voor de typhus op twaalf dagen en voor de pokken op veertien dagen.

Artikel XVII

Artikel 58 wordt gelezen als volgt:

Waarneming kan, indien zij noodzakelijk wordt geacht, worden toegepast aan de landgrenzen. De betrokkenen kunnen naar de plaatsen worden gezonden die voor het grensverkeer zijn aangewezen; gezondheidsinrichtingen, toegerust in overeenstemming met de bepalingen van artikel 22 van het Verdrag van 1926, worden in die plaatsen ingesteld. De lijst van deze plaatsen en inrichtingen wordt, evenals de genomen maatregelen, onmiddellijk ter kennis gebracht van de betrokken landen en van de UNRRA. Personen die in aanraking zijn geweest met een lijder aan een der ziekten, genoemd in artikel 1 van het Verdrag van 1926, zomede hun beddegoed en bezittingen, kunnen aan de daartoe geëigende gezondheidsmaatregelen worden onderworpen. Op personen, lijdend aan een besmettelijke ziekte, niet genoemd in artikel 1, worden de maatregelen die in het land van aankomst van kracht zijn, toegepast.

Artikel XVIII

Artikel 63 wordt gelezen als volgt:

Postwagens, bagagewagens en goederentreinen worden aan de grens niet langer opgehouden dan noodzakelijk is voor de toepassing

¹⁾ Voor wat de gele koorts betreft, zie artikel XI.

van de gezondheidsmaatregelen, nodig om het binnendringen van besmettelijke ziekten in het betrokken land te voorkomen.

Artikel XIX

Aan artikel 65 wordt het volgende toegevoegd:

Bij het ontwerpen van regelingen op grond van dit artikel raadplegen de Verdragsluitende Partijen de UNRRA en zij stellen haar in kennis van bedoelde regelingen en van de datum van inwerking-treding.

Artikel XX

Aan artikel 66 wordt het volgende toegevoegd:

Voor de toepassing van de artikelen 58 tot en met 66 van het Verdrag van 1926, zoals gewijzigd bij dit Verdrag, hebben de Verdragsluitende Partijen het recht ten aanzien van eenieder die valt onder de categorie van „verplaatste personen”, die wijzigingen toe te passen welke door een speciale internationale overeenkomst, deel uitmakend van een door de Regeringen en door de UNRRA ten aanzien van bedoelde personen opgesteld plan, vereist zouden worden.

Bovendien zijn de Verdragsluitende Partijen het volgende overeengekomen.

Artikel XXI

Dit Verdrag treedt in werking zodra het is aanvaard hetzij door ondertekening hetzij door toetreding van tenminste tien Regeringen.

Artikel XXII

Dit Verdrag vult het Verdrag van 1926 aan en wordt geacht daarmede een geheel te vormen. Het Verdrag van 1926, zoals gewijzigd bij dit Verdrag, blijft ten volle van kracht tussen de Verdragsluitende Partijen. Indien een bepaling van het Verdrag van 1926 een verwijzing bevat naar een andere bepaling, wordt deze verwijzing geacht te zijn een verwijzing naar de betreffende bepaling, zoals deze luidt na de wijzigingen, daarin aangebracht krachtens dit Verdrag.

Artikel XXIII

Vanaf 15 Januari 1945 staat dit Verdrag open tot toetreding van elke Regering die het Verdrag niet heeft ondertekend. De toetredingen worden schriftelijk ter kennis gebracht van de Regering der Verenigde Staten van Amerika.

De toetredingen welke ter kennis worden gebracht na de inwerking-treding van dit Verdrag, worden van kracht ten aanzien van elke Regering op het moment van het ter kennis brengen van haar toetreding.

Artikel XXIV

Elke Verdragsluitende Partij kan, bij het ondertekenen van het Verdrag of bij toetreding daartoe, verklaren, dat het niet van toepassing is voor alle of voor een gedeelte van haar koloniën, overzeese gebiedsdelen, gebiedsdelen geplaatst onder haar protectoraat, suzeriniteit of gezag, of voor gebiedsdelen onder haar mandaat. Dit Verdrag kan op ieder later tijdstip van toepassing worden verklaard op een dier gebiedsdelen, zulks door middel van een schriftelijke kennisgeving aan de Regering der Verenigde Staten van Amerika; het Verdrag wordt van toepassing voor dat gebiedsdeel met ingang van de datum van ontvangst van deze kennisgeving door de Regering der Verenigde Staten van Amerika.

Artikel XXV

De Regering der Verenigde Staten van Amerika stelt schriftelijk de Regeringen die partij zijn bij het Verdrag van 1926, zomede de Regeringen die partij zijn bij het onderhavige Verdrag, in kennis van alle ondertekeningen van en toetredingen tot het onderhavige Verdrag, zomede van alle kennisgevingen betreffende de gebiedsdelen waarop het onderhavige Verdrag van toepassing is geworden.

Artikel XXVI

Dit Verdrag blijft van kracht ten aanzien van iedere Verdragsluitende Partij, totdat:

1. deze Partij wordt gebonden door een later Verdrag dat het Verdrag van 1926 wijzigt of vervangt, ofwel
2. een periode van 18 maanden, met ingang van de dag waarop dit Verdrag in werking treedt, is verstreken, naar gelang de ene of de andere omstandigheid zich het eerst voordoet.

Artikel XXVII

De oorspronkelijke tekst van dit Verdrag zal worden nedergelegd in de archieven van de Regering der Verenigde Staten van Amerika en wordt voor ondertekening opengesteld op 15 December 1944 te Washington, alwaar het ter ondertekening open blijft tot 15 Januari 1945. Voor eensluitend gewaarmerkte afschriften daarvan worden door de Regering der Verenigde Staten van Amerika verstrekt aan iedere Regering die dit Verdrag heeft aanvaard, hetzij door ondertekening, hetzij door toetreding, zomede aan iedere Regering die Partij is bij het Verdrag van 1926.

TEN BEWIJZE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden, na overlegging van hun in goede en behoorlijke vorm bevonden volmachten, de Engelse en Franse teksten van dit Verdrag, beide gelijkelijk authentiek, hebben ondertekend, zulks in naam hunner onderscheidene Regeringen, op de data vermeld nevens hun handtekeningen.

De ondertekeningen zijn afgedrukt onder de Franse tekst.

Lijst van aangehechte formulieren

1. Maritieme Gezondheidsverklaring.
2. Internationaal Certificaat van Inenting tegen Cholera.
3. Internationaal Certificaat van Inenting tegen Gele Koorts.
4. Internationaal Certificaat van Immunitet tegen Gele Koorts.
5. Internationaal Certificaat van Inenting tegen Typhus.
6. Internationaal Certificaat van Inenting tegen Pokken.

Internationaal Sanitair Verdrag van 1944

MARITIEME GEZONDHEIDSVERKLARING

(Internationaal model)

(Over te leggen door kapiteins van schepen, komende van
buitenlandse havens)

Haven Datum

Naam van het schip Komende van

Op weg naar

Nationaliteit Naam van de kapitein

Netto tonnenmaat

Ontrattings-certificaat dd.
afgegeven te

Certificaat van vrijstelling van ontrating

d.d. afgegeven te

Aantal passagiers: hutpassagiers
dekpassagiers

Aantal leden der bemanning

Lijst van aanloophavens sinds het begin van de reis, met vermelding van vertrek-
data d.d.
..... d.d.

**VRAGENLIJST MET BETREKKING TOT DE
GEZONDHEIDSTOESTAND**

1. Heeft zich gedurende de reis aan boord een geval van (of een vermoedelijk geval van) pest, cholera, gele koorts, typhus of pokken voorgedaan? Beantwoorden met ja of neen

Bijzonderheden te vermelden op bijgaand formulier.

2. Hebben zich gevallen (of vermoedelijke gevallen) van pest voorgedaan onder de ratten of muizen aan boord gedurende de reis ¹⁾, ofwel is het sterftecijfer onder de ratten of muizen buitengemeen hoog geweest?

3. Is er een sterfgeval voorgekomen aan boord, anders dan tengevolge van een ongeluk? ¹⁾

Bijzonderheden te vermelden op bijgaand formulier.

4. Zijn er of zijn er geweest gedurende de reis aan boord ziektegevallen waarvan gij vermoedt, dat zij van besmettelijke aard zijn? ¹⁾

Bijzonderheden te vermelden op bijgaand formulier.

5. Zijn er thans zieken aan boord?

Bijzonderheden te vermelden op bijgaand formulier.

Opmerkingen: Bij afwezigheid van een arts moet de kapitein de volgende symptomen beschouwen als grond van vermoeden voor het bestaan van een besmettelijke ziekte: koorts, vergezeld gaande van opgezette klieren; alle ernstige huidaandoeningen of ernstige uitslag, met of zonder koorts; ernstige diarree met symptomen van kenmerkende verzwakking; geelzucht, vergezeld van koorts.

6. Zijt gij op de hoogte van iedere omstandigheid die aan boord zou kunnen leiden tot infectie of tot de verspreiding van een besmettelijke ziekte?

Ik verklaar hiermede, dat de inlichtingen en antwoorden in deze gezondheidsverklaring zomede op bijgaand formulier door mij, voorzover ik weet en gerechtigd ben te geloven, naar waarheid zijn ingevuld.

Ondertekening :

Kapitein

Scheepsarts

Datum

¹⁾ Indien meer dan 6 weken zijn verlopen sinds het begin van de reis, kan men volstaan met het vermelden van gegevens voor de laatste 6 weken.

FORMULIER TER AANVULLING VAN DE GEZONDHEIDSVERKLARING
 Bijzonderheden betreffende ieder ziektegeval of sterfgeval aan boord.

Naam	Klasse of functie aan boord	Leeftijd	Geslacht	Nationaliteit	Haven van inscheeping	Datum van inscheeping	Aard der ziekte	Datum van begin der ziekte	Afloop der ziekte ¹⁾	Genomen maatregelen ²⁾

¹⁾ Aangeven of de zieke genezen dan wel nog steeds ziek of gestorven is.

²⁾ Aangeven of de zieke zich nog aan boord bevindt, of hij ontscheept is (de naam van de haven aanduiden), dan wel of hij op zee is begraven.

Internationaal Sanitair Verdrag van 1944

INTERNATIONAAL CERTIFICAAT VAN INENTING.
TEGEN CHOLERA

Hierbij wordt verklaard, dat (leeftijd),
geslacht), wiens (wier) handtekening hieronder staat vermeld,
op de volgende data tegen cholera is ingeënt:

Datum	Entstof		Ambtenaar die de inenting heeft verricht	
	Herkomst	No. v. d. partij en soort	Handtekening	Officiële functie
.....
.....

.....
(Handtekening van de ingeënte persoon)

.....
(adres)

.....
(datum)

<p>Officieel stempel van de ambtenaar die de inenting heeft verricht</p>

(Dit certificaat is slechts geldig gedurende 6 maanden, met ingang van de datum van afgifte.)

Internationaal Sanitair Verdrag van 1944

INTERNATIONAAL CERTIFICAAT VAN INENTING
TEGEN GELE KOORTS

Hierbij wordt verklaard, dat (leeftijd),
geslacht), wiens (wier) handtekening hieronder staat ver-
meld, heden door mij tegen de gele koorts is ingeënt.

Herkomst van de entstof en nummer van de partij

Handtekening van de ambtenaar
die de inenting heeft verricht

Officiële functie

.....
Plaats

.....
Datum

.....
(Handtekening van de ingeënte persoon)

.....
(adres)

<p>Officieel stempel van de ambtenaar die de inenting heeft verricht</p>

N.B. Dit certificaat is slechts geldig:

a. indien de entstof en de toegepaste methode door de UNRRA zijn goed-
gekeurd;

b. na 10 dagen, volgende op de datum van inenting, behalve in het geval
van her-inenting binnen een termijn van 4 jaar;

c. gedurende 4 jaren, met ingang van de datum van de laatste inenting.

Internationaal Sanitair Verdrag van 1944

**INTERNATIONAAL CERTIFICAAT VAN IMMUNITEIT TEGEN
GELE KOORTS**

Hierbij wordt verklaard, dat (leeftijd
geslacht), wiens (wier) handtekening hieronder staat ver-
meld, immuun is tegen gele koorts tengevolge van het feit, dat hij/zij deze ziekte
reeds heeft gehad. Deze immuniteit is bewezen door een proef, toegepast op
een muis.

Datum van de bloedaf tapping Plaats van de bloedaf tapping

Naam van het laboratorium waar de proef is verricht

Datum van de proef

Uitslag van de proef

Handtekening van de Directeur van het Laboratorium

Officieel stempel van
het laboratorium

(Handtekening van de persoon
op wie de proef is genomen)

(woonplaats)

N.B. Dit certificaat is niet geldig:

a. indien het laboratorium dat de proef heeft genomen en de toegepaste
methode niet door de UNRRA zijn erkend;

b. indien meer dan tien jaar zijn verlopen sinds de datum waarop de proef
is genomen.

Internationaal Sanitair Verdrag van 1944

**INTERNATIONAAL CERTIFICAAT VAN INENTING
TEGEN TYPHUS**

Hierbij wordt verklaard, dat (leeftijd
geslacht), wiens (wier) handtekening hieronder staat ver-
meld, tegen typhus is ingeënt op de volgende data:

Datum	Entstof		Ambtenaar die de inenting heeft verricht	
	Herkomst	No. v. d. partij en soort	Handtekening	Officiële functie
.....
.....

(Handtekening van de ingeënte persoon)

(adres)

Officieel stempel van de
ambtenaar die de inenting
heeft verricht

(datum)

(Dit certificaat is slechts geldig gedurende 1 jaar,
met ingang van de datum van afgifte.)

INTERNATIONAAL CERTIFICAAT TEGEN POKKEN

Hierbij wordt verklaard, dat (leeftijd
 geslacht), wiens (wier) handtekening hieronder staat ver-
 meld, heden door mij tegen pokken is ingeënt.

Herkomst van de entstof en no. van de partij

Handtekening van degene die de inenting heeft verricht,

Officieel stempel

Officiële functie

Plaats Datum

(adres)

N.B. Ingeval van een eerste inenting moet de ingeënte persoon worden aan-
 gezegd zich tussen de 8ste en 14e dag nadien te melden bij een arts, teneinde
 de uitslag van de inenting op het certificaat kan worden vermeld. Ingeval van
 herinenting moet de ingeënte persoon zich binnen 48 uur melden voor een
 eerste onderzoek, opdat iedere reactie van immuniteit die zich zou kunnen
 voordoen, kan worden vastgesteld.

Hierbij wordt verklaard, dat de bovenvermelde inenting door mij is gecontroleerd
 op de volgende datum (data) en met de daarachter genoemde uitslag:

Datum van contrôle:

Uitslag:

.....

(Handtekening van de arts)

Officieel stempel

Officiële functie

Plaats Datum

De volgende uitdrukkingen dienen te worden gebezigd om de uitslag aan te
 duiden: Reactie van immuniteit; versnelde reactie (vaccinoïde); eerste karak-
 teristieke reactie van inenting. Een certificaat waarop staat vermeld „geen reactie”,
 is ongeldig.

(Handtekening van de ingeënte persoon)

(Dit certificaat is slechts geldig gedurende drie jaar,
 met ingang van de datum van afgifte.)

E. BEKRACHTIGING

De volgende Staten hebben, na onder voorbehoud van bekrachting te hebben ondertekend, bij de Regering der Verenigde Staten van Amerika te Washington hun akte van bekrachting nedergelegd:

Verenigde Staten van Amerika	29 Mei 1945
Canada	20 November 1945
Tsjechoslowakije	30 April 1946
Dominicaanse Republiek	20 Mei 1946

F. TOETREDING

De volgende Staten zijn, op grond van artikel XXIII, tot het Verdrag toegetreden:

Australië	3 April 1945 ¹⁾
Nederland	22 Mei 1945
Nieuw-Zeeland (ook voor de Eilandgebieden en West-Samoa)	22 Mei 1945
België (ook voor Congo en Ruanda-Urundi)	25 Januari 1946
Italië	30 April 1946
Denemarken	23 Augustus 1946
Syrië	31 October 1946
India	28 Augustus 1947
Turkije	26 Augustus 1948
Ethiopië	4 Augustus 1949
Finland	12 Augustus 1949
Kambodja	8 Augustus 1950
Vietnam	8 Augustus 1950
Laos	26 September 1950

¹⁾ Onder de volgende voorbehouden :

„(a) Under Article No. 24 the Australian Government declares that the Convention does not apply to the Territories of Papua and Norfolk Islands or the Mandated Territories of New Guinea and Nauru.

„(b) The Australian Government reserves the right in respect of certificates of inoculation against cholera, typhus, yellow fever and certificates of vaccination against smallpox, to accept only those certificates which are signed by a recognized official of the Public Health Services of the country concerned, and which carry within the text of the certificate an intimation of the office occupied by the person signing the certificate.

„(c) The Australian Government reserves full rights under Articles Nos. 7 and 9 of the 1926 Convention, especially with reference to the last paragraph on the re-establishment of the Eastern Bureau or analogous agencies as regional bureaux for Asia or the Pacific zone.”

G. INWERKINGTREDING

Voor de Staten die zonder voorbehoud van bekrachtiging ondertekenden, is het Verdrag, ingevolge artikel XXI, in werking getreden op 15 Januari 1945; voor de Staten die bij de ondertekening een voorbehoud van bekrachtiging maakten, op de dag van bekrachtiging; voor de toetgetreden Staten, waaronder Nederland, en voor de gebieden op welke het Verdrag toepasselijk is verklaard, ingevolge de artikelen XXIII en XXIV, op de dag van het bekend worden der toetreding (sub F aangegeven), c.q. der toepasselijkverklaring (sub H aangegeven) aan de Regering der Verenigde Staten van Amerika.

H. TOEPASSELIJKVERKLARING

Het Verdrag is, overeenkomstig artikel XXIV, door Groot-Britannië en Noord-Ierland toepasselijk verklaard op de hieronder vermelde gebieden:

Aden (Kolonie)	25 September 1945
Barbados	29 November 1945 ¹⁾
Basutoland	25 September 1945
Bechuanaland	25 September 1945
Benedenwindse eilanden (Antigua, Montserrat, St. Christopher-Nevis, Maagden eilanden)	29 November 1945 ²⁾
Bovenwindse eilanden (Dominica, Grenada, St. Lucia, St. Vincent)	29 November 1945 ³⁾
Brits Guyana	25 Februari 1946 ⁴⁾
Brits Honduras	29 November 1945 ⁵⁾
Ceylon	21 Februari 1945
Cyprus	21 Februari 1945
Falkland eilanden en onderhorigheden ..	21 Februari 1945
Fidji	21 Februari 1945
Gambia (Kolonie en Protectoraat)	21 Februari 1945
Gibraltar	21 Februari 1945
Gilbert en Ellice eilanden	21 Februari 1945
Goudkust (Kolonie, Ashanti, Noordelijke Gebieden, Togo-mandaatgebied)	21 Februari 1945
Hongkong	7 Januari 1947
Jamaica	6 Juni 1946 ⁶⁾
Kenya (Kolonie en Protectoraat)	21 Februari 1945
Maleise Unie	17 November 1947
Mauritius	25 September 1945
Newfoundland	21 Februari 1945
Nigeria (Kolonie, Protectoraat, Kameroen-mandaatgebieden)	21 Februari 1945
Noord Rhodesië	21 Februari 1945
Nyasaland (Protectoraat)	21 Februari 1945

Palestina	21 Februari 1945
Salomon eilanden (Protectoraat)	21 Februari 1945
Seychellen	25 September 1945 ⁷⁾
Sierra Leone (Kolonie en Protectoraat) ...	21 Februari 1945
Singapore	17 November 1947
St. Helena en onderhorigheden	21 Februari 1945
Swaziland	25 September 1945
Tanganyika	21 Februari 1945
Transjordanië	21 Februari 1945
Trinidad	29 November 1945 ⁸⁾
Uganda (Protectoraat)	21 Februari 1945
Zanzibar (Protectoraat)	21 Februari 1945

¹⁾ Onder het volgende voorbehoud :

„The Government of Barbados undertake to comply with the requirements of the first paragraph of Article XI only so far as may be possible.”

²⁾ Onder het volgende voorbehoud :

„With the reservation in regard to Article XI, that the Government will take measures to keep their ports as free from *Aedes aegypti* as may be practicable, the cost of such measures being a determining factor.”

³⁾ Onder het volgende voorbehoud :

„With the reservation in regard to Article XI, that the Government will take measures to keep their ports as free from *Aedes aegypti* as may be practicable, the cost of such measures being a determining factor.”

⁴⁾ Onder het volgende voorbehoud :

„The Government of British Guiana undertakes to comply with the requirements of the first paragraph of Article XI only so far as may be possible.”

⁵⁾ Onder het volgende voorbehoud :

„The Government of British Honduras undertake to comply with the requirements of the first paragraph of Article XI only so far as may be possible.”

⁶⁾ Onder de volgende voorbehouden :

„The Government of Jamaica undertakes to comply with the requirements of the first paragraph of Article XI of the Convention only so far as may be possible.”

⁷⁾ Onder de volgende voorbehouden :

„(a) That no obligation can be accepted to take off ships and treat locally persons suffering from infectious diseases pending the construction of an Infectious Diseases Hospital.

„(b) That when such a hospital has been constructed, the liability for accepting infectious disease patients from ships is limited to the capacity available in such hospital.

„(c) That, pending the construction of suitable yellow fever quarantine quarters, no person who either is suffering from yellow fever or has come from a yellow fever endemic area without a valid inoculation certificate will be permitted to land in the Seychelles.

„(d) That in Article XI between the words 'maintain' and 'free from Stegomyia' the words 'as far as possible' are added.”

⁸⁾ Onder het volgende voorbehoud :

„With the reservation in regard to Article XI, that the Government will take measures to keep their ports as free from *Aedes aegypti* as may be practicable, the cost of such measures being a determining factor.”

J. GEGEVENS

De Franse en Engelse tekst van het Verdrag is overgelegd aan de Staten-Generaal bij brief d.d. 2 April 1947 (Bijlagen *Handelingen* Tweede Kamer 1946—1947, 438, No. 1).

Tekst en vertaling van het op 21 Juni 1926 te Parijs gesloten Internationaal Sanitair Verdrag, tot wijziging van hetwelk het onderhavige Verdrag strekt, zijn afgedrukt in *Staatsblad* 1931 No. 10. De aan de hand van het onderhavige Verdrag gewijzigde vertaling van het Verdrag van 1926 is afgedrukt in *Tractatenblad* 1951 No. 107.

Het onderhavige Verdrag is verlengd bij Protocol van 23 April 1946 (*Tractatenblad* 1951 No. 109).

De tekst van het op 31 October 1938 te Parijs ondertekende Verdrag tot wijziging van het Internationaal Sanitair Verdrag van 21 Juni 1926, dat genoemd wordt in het onderhavige Verdrag, is afgedrukt in „*Recueil des Traités*” van de Volkenbond, deel CXCVIII, blad-zijde 206 e.v. Dit Verdrag is door Nederland niet bekrachtigd.

Tekst en vertaling van het op 12 April 1933 te 's-Gravenhage gesloten Internationaal Sanitair Verdrag voor de Luchtvaart, dat genoemd wordt in het onderhavige Verdrag, zijn afgedrukt in *Staatsblad* 1935 No. 201. Cf. *Tractatenbladen* 1951 No. 110, 111 en 112.

Het Internationaal Gezondheidsbureau te Parijs, waarnaar in het onderhavige Verdrag wordt verwezen, werd opgericht bij het Verdrag van Rome van 9 December 1907; tekst en vertaling hiervan zijn afgedrukt in *Staatsblad* 1912 No. 179. Op 7 November 1949 is aan de Italiaanse Regering de wens van de Nederlandse Regering kenbaar gemaakt om de werking van dit Verdrag voor het Rijk in Europa en voor Indonesië te doen ophouden (zie *Staatscourant* van 21 November 1949 No. 227), zulks naar aanleiding van het, voor het Rijk in Europa op 25 April 1947 bekrachtigde, Protocol van New York van 22 Juli 1946 nopens het Internationaal Gezondheidsbureau, bekendgemaakt bij Koninklijk besluit van 10 Mei 1948 (*Staatsblad* No. I 182).

De Administratie van de Verenigde Naties inzake Hulp en Rehabilitatie (UNRRA), waarnaar in het Verdrag wordt verwezen, is opgericht bij de Overeenkomst van Washington van 9 November 1943, van welke de tekst o.a. is afgedrukt in *The American Journal of International Law, Official Documents*, 1944, blz. 33. Zij is ontbonden op 31 Maart 1949. Op grond van de Overeenkomst, op 22 Juli 1946 te New York aan het slot van de Internationale Gezondheidsconferentie ondertekend (Bijlagen *Handelingen* Tweede Kamer 1946—1947, 375, No. 6 en 7), zijn de functies van de UNRRA ten aanzien van de Sanitaire Conventies op 1 Januari 1947 overgedragen aan de Interim Commissie van de Wereld Gezondheids Organisatie.

Deze Organisatie heeft bedoelde functies van de Interim Commissie overgenomen krachtens besluit van 21 Juli 1948 van de Eerste Wereld Gezondheids Vergadering (*Official Records*, 13, blz. 100).

Uitgegeven de *dertigste* Augustus 1951.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
STIKKER.